



Rapport Financier semestriel 2011 / 2012

SOMMAIRE

1. Attestation du Responsable de Rapport Annuel
2. Rapport d'activité semestriel
3. Comptes consolidés et Annexes
4. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle



RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Monsieur Jean Christophe MIFSUD, Président du Conseil d'Administration.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean Christophe MIFSUD
Le président du Conseil d'Administration ;

Toulouse, le 20 Juin 2011

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping, fluid strokes that form a stylized representation of the name "Jean Christophe Mifsud". The signature is positioned over the printed name and extends upwards and to the right.



Rapport d'activité semestriel au 31 mars 2012 (6 mois)

Nous vous présentons en application des dispositions des articles R232-13 du Code de Commerce, L.451-1-2 du Code Monétaire et Financier et 222-4 du Règlement Général de l'AMF notre rapport d'activité semestriel.

1. Evènements importants survenus au cours du premier semestre

Les faits marquants du semestre sont les suivants :

- **La poursuite de projets de développement stratégiques** (Heracles, RQ Box, Iris, et micro-capteurs). La Société continue à focaliser son développement technologique et commercial autour de ses axes clefs que sont la sécurité et la qualité alimentaire et environnementale.
- D'un point de vue industriel, Alpha MOS a donc continué à améliorer non seulement ses produits actuels en améliorant l'ergonomie de l'interface de pilotage des instruments ainsi que les performances de ceux-ci en termes de sensibilité et miniaturisation.
- La partie commerciale s'est organisée sur les territoires européen et asiatique en deux activités autonomes (Agro-alimentaire et Environnement) afin de faire face à la demande de façon plus efficace. Enfin, des partenariats avec des distributeurs se sont renforcés en Europe, notamment dans le secteur de l'environnement et en Amérique Latine.

2. Revue financière

Le Conseil d'Administration d'Alpha M.O.S., leader mondial de la fabrication de nez et langues électroniques à usage industriel, a arrêté les comptes consolidés du premier semestre 2011-12, le 20 juin 2012 pour une publication prévue au 30 juin 2012.

2.1. Chiffre d'affaires et marge brute

Le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires (produit des activités ordinaires) de 4 112 K€ à comparer à 5 002 K€ pour la même période de l'exercice précédent et un résultat net part du groupe négatif de 947 K€ (contre - 456K€ en 2011)

Le chiffre d'affaires s'est réparti par trimestre comme suit :

	Produits des activités ordinaires consolidés (hors taxes) En millions d'Euros		
	2010/2011	2011/2012	Variation
Premier trimestre	2,512	2,376	- 5 %
Deuxième trimestre	2,491	1,737	- 30 %
Premier semestre	5,003	4,112	- 18 %

Exercice clos le 30/09

Le carnet de commandes fermes, au 31 mars 2012, s'élève à 2,037 M€ contre 2,599 M€ un an plus tôt. La baisse du carnet de commandes correspond à l'épuisement progressif du programme de développement liant Alpha Mos à Thalès et à la DGA.

Le niveau de commandes d'instruments et de services est resté stable. L'activité du Groupe dans la vente d'instruments, a été impactée au deuxième trimestre par un ralentissement des investissements dû au contexte économique, notamment dans le domaine de l'environnement en Europe, alors que les problèmes de sécurité alimentaire et de qualité alimentaire restent au cœur de nos ventes, particulièrement aux Etats Unis et au Japon.

Sur le plan géographique, les marchés japonais et américain demeurent dynamiques depuis plus d'un an. Au cours du semestre, ils représentent respectivement 29 % et 19 % des ventes du groupe. Dans la même veine, la transformation en Chine du bureau de représentation en filiale à part entière, permet au Groupe d'accroître sa notoriété commerciale sur ce territoire et d'améliorer la rentabilité de sa structure locale.

Alpha MOS a consacré en 2011-2012, une part importante de son chiffre d'affaires à l'amélioration des produits existants, à la finalisation des nouveaux produits et aux dépenses nécessaires pour mener à bien le projet Perséides dont le commanditaire final est la Direction Générale pour l'Armement. A moyen terme, cet investissement lui permettra d'accentuer sa présence dans les marchés clés de son développement et notamment le domaine de l'environnement, grâce au lancement d'un instrument de laboratoire plus performant (l'Heracles), à une nouvelle génération d'analyseurs RQ Box et de pénétrer d'autres secteurs industriels à l'aide des micro-capteurs miniaturisés propriétaires.

La marge brute consolidée, ressort à 67.7% en recul de 2.1 points par rapport au premier semestre de l'année précédente et de 3.3 points en comparaison avec l'exercice 2010-11. La prise de parts de marché dans le secteur de l'environnement s'est accompagnée d'une réduction de la rentabilité de certaines affaires.

2.2. Résultat opérationnel

Les charges d'exploitation qui s'élèvent à 4 554 K€ dont la masse salariale représente 57%, sont en progression de 12% par rapport au premier semestre 2010-11. Hormis l'effet en semestre plein des embauches réalisées en fin d'exercice 2010-11, on constate une augmentation forte des honoraires, des frais de déplacement et de transport.

Pour valoriser les efforts de recherche effectués par la société, Alpha Mos a établi des crédits d'impôt recherche rectificatifs pour les exercices 2009, 2010 et 2011. Ces rectifications impactent le résultat opérationnel au 31 mars 2012 pour un montant de 648 K€.

2.3. Structure financière

Les pertes opérationnelles ont dégradé la trésorerie du groupe de 903 k€ sur le semestre qui, par conséquent, est passée d'un excédent de 1 435 k€ au 30 septembre 2011 à 532 k€ au 31 mars 2012. En même temps, l'endettement bancaire du Groupe a été augmenté de 636 k€, passant ainsi de 530 K€ en début de période à 1 164 k€ au 31 mars 2011. La société a continué, postérieurement à la clôture, à faire appel à des prêts et avances afin de reconstituer sa trésorerie et notamment :

- Prêt Total développement : 200k€ + 100k€ durée 60 mois avec différé de 24 mois au taux de 1% ;
- Prêt Oseo Innovation : 480k€ durée 78 mois avec diféré de 33 mois au taux de 0% ;
- Avance Coface (prospection Amérique du Sud) préfinancée par la BNP d'un montant de 250 k€ remboursable en juin 2013 au taux de 3,783%.

2.4. Transactions entre les parties liées

Aucune transaction avec une partie liée n'est sortie du cadre des opérations courantes durant la période.

2.5. Risques et incertitudes pour le deuxième semestre

Conformément à l'art. 222-6 du règlement général de l'AMF, le Groupe est amené à se prononcer sur les risques et incertitudes sur les six mois jusqu'à la fin de l'exercice. Le carnet de commandes donne une certaine visibilité sur le chiffre d'affaires prévisionnel à deux mois. Au-delà, les ventes sont conditionnées par des commandes à signer et à livrer avant le 30 septembre 2012.

Il n'y a pas de dépendance particulière sur des clients individuels. En matière de marché, le Japon représente 29% du chiffre d'affaires du Groupe. Les catastrophes naturelles qui ont secoué ce pays ces dernières années n'ont pas eu d'incidence significative sur le développement de l'activité sur place, ce qui ne veut pas dire que ce serait impossible à l'avenir.

Un certain nombre de litiges sont en cours. Le Groupe se défend vigoureusement et, après avoir consulté ses avocats conseils, n'attend pas de jugements contraires à ses positions au cours du deuxième semestre.

3. PERSPECTIVES

Le contexte général sur les plans macro-économique et financier n'est pas favorable au Groupe, les dévaluations récentes de l'USD et du yen japonais impactent défavorablement les marges. Alpha Mos a pour priorité un retour rapide et stable à la profitabilité et entend tout faire pour exercer un contrôle serré de ses frais et de ses marges dans ce but. Le groupe se restructure et notamment a fortement diminué ses effectifs durant les derniers mois, afin d'atteindre le point mort puis une profitabilité rapidement puis de reprendre la direction de la croissance commerciale. Ces efforts de diminution des coûts fixes et de la structure continueront sur le deuxième semestre de l'année en cours afin de permettre d'atteindre l'objectif de rentabilité de la société.

Le Conseil d'Administration

GROUPE ALPHA MOS
ETAT CONSOLIDE DE SITUATION
FINANCIERE INTERMEDIAIRE

En € 000

Actif	Note	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
		Net	Net	Net
Actifs non-courants				
Immobilisations incorporelles	III-5	817	856	663
Ecarts d'aquisition	III-3	484	484	484
Immobilisations corporelles	III-6	591	300	276
Immobilisations financières	III-7	188	164	127
Autres actifs non-courants	III-8	100	100	100
TOTAL ACTIFS NON-COURANTS		2180	1904	1650
Actifs courants				
Stocks et en-cours	III-9	1341	1748	1493
Clients et compte rattachés	III-10	1213	2103	1883
Autres actifs courants	III-11	1869	1208	887
Trésorerie et équivalents de trésorerie		533	1439	1003
TOTAL ACTIFS COURANTS		4956	6498	5266
TOTAL ACTIF		7136	8402	6916

GROUPE ALPHA MOS
ETAT CONSOLIDE DE SITUATION
FINANCIERE INTERMEDIAIRE

En € 000

Passif	Note	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
		Net	Net	Net
Capitaux propres				
Capital social	III-12	781	781	678
Primes liées au capital		12164	12164	11066
Réserves		-8913	-8143	-8241
Ecart de conversion		-40	-26	-36
Résultat de la période		-947	-763	-456
Total capitaux propres		3045	4013	3011
Provisions pour risques et charges	III-13	152	145	142
Passifs financiers à long terme	III-15	736	392	323
Total passifs non-courants		888	537	465
Passifs financiers à court terme	III-15	428	138	383
Fournisseurs	III-16	1298	1578	1519
Autres dettes et comptes de régularisation	III-16	1477	2136	1538
Total Passifs courants		3203	3852	3440
TOTAL PASSIF		7136	8402	6916

GROUPE ALPHA MOS
COMPTE DE RESULTAT
INTERMEDIAIRE

En € 000

	Note	31/03/2012 Net	30/09/2011 Net	31/03/2011 Net
Produits des activités ordinaires	III-21	4112	9926	5002
Autres produits des activités courantes		816	296	144
Achats consommés		-1327	-2875	-1510
Charges de personnel		-2586	-4541	-2260
Autres charges externes		-1627	-3292	-1640
Impôts et taxes		-69	-147	-81
Dotation aux amortissements et provisions		-272	-120	-96
Résultat opérationnel courant		-953	-753	-441
Autres produits et charges opérationnels		30	23	27
Résultat opérationnel		-923	-730	-414
Résultat financier	III-23	-20	0	-42
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts		-943	-730	-456
Impôts sur les bénéfices	III-18	-4	-33	0
Résultat net de l'ensemble consolidé		-947	-763	-456
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Résultat net part du groupe		-947	-763	-456
<i>Résultat par action brut</i>		<i>-0,242</i>	<i>-0,221</i>	<i>-0,134</i>
<i>Résultat par action dilué</i>		<i>-0,242</i>	<i>-0,221</i>	<i>-0,134</i>

ETAT DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRE

En € 000

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Résultat net consolidé	- 947	- 763	-456
Ecart de conversion	- 7	- 7	- 17
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	- 7	- 7	- 17
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	- 954	- 770	- 473

GROUPE ALPHA MOS
ETAT CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

En € 000

	Note	31/03/2012 Net	30/09/2011 Net	31/03/2011 Net
Résultat net part du groupe		-947	-763	-456
Autres charges et produits sans impact sur la trésorerie:				
Amortissements et provisions		227	180	77
Impôts différés		0	0	0
Charges et produits liés aux stock options		3	120	57
Autres		0	0	0
Variation des actifs et passifs courants:				
Stocks		407	-291	-37
Clients et comptes rattachés		890	-298	-78
Autres actifs		-661	37	357
Fournisseurs		-281	279	220
Autres passifs		-672	204	-404
Flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles		-1034	-532	-264
Acquisition d'immobilisations		-600	-585	-266
Acquisition de la filiale Périchrom	III-3	0	0	0
Cessions d'immobilisations		119	0	0
Variation des immobilisations financières		-24	-46	-10
Flux net de trésorerie générés par les opérations d'investissement		-505	-631	-276
Augmentation de capital		0	1201	0
Variations des emprunts et avances remboursables		344	41	-27
Variations des dettes financières à court terme		292	-312	-65
Cession de comptes à terme		0	0	0
Titres d'auto-contrôle		0	415	379
Flux net de trésorerie générés par les opérations de financement		636	1345	287
VARIATION DE TRESORERIE		-903	182	-253
Trésorerie en début d'exercice		1435	1253	1253
Trésorerie en fin d'exercice		532	1435	1000
VARIATION DE TRESORERIE		-903	182	-253

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

En € 000

	Capital Actions Ordinaires	Réserves et résultats non distribués	Ecart de Conversion	Total
Au 30 Septembre 2010	678	2 390	-19	3 049
Augmentation de capital	0			0
Prime d'émission		0		0
Ecart de conversion			-17	-17
Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres			-17	-17
Paiements fondés sur des actions		56		56
Elimination des titres d'autocontrôle		379		379
Résultat net		-456		-456
total des produits et charges de la période		-456	-17	-473
Au 31 Mars 2011	678	2 369	-36	3 011
Augmentation de capital	103			103
Prime d'émission		1 097		1 097
Ecart de conversion			10	10
Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres			10	10
Paiements fondés sur des actions		63		63
Elimination des titres d'autocontrôle		36		36
Résultat net		-307		-307
total des produits et charges de la période		-307	10	-297
Au 30 Septembre 2011	781	3 258	-26	4 013
Augmentation de capital				0
Prime d'émission				0
Ecart de conversion			-14	-14
Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres			-14	-14
Paiements fondés sur des actions		3		3
Elimination des titres d'autocontrôle		0		0
Autres		-10		-10
Résultat net		-947		-947
total des produits et charges de la période		-947	-14	-961
Au 31 Mars 2012	781	2 304	-40	3 045

GROUPE ALPHA MOS

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(Montants exprimés en milliers d'euros, sauf mention expresse)

I . PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1. Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels du groupe Alpha Mos au 31 mars 2012 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne à la date de clôture des comptes.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'élaboration des comptes semestriels au 31 mars 2012 sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés annuels arrêtés au 30 septembre 2011 et disponibles sur le site d'Alpha Mos.

Les améliorations aux IFRS (troisième omnibus publié en mai 2010) sont une série d'amendements à diverses normes existantes se traduisant par des changements de présentation, de reconnaissance comptable, de méthodes de mesure ou de terminologie. Leur application est obligatoire à compter de l'exercice 2011 ou 2012, selon le cas. L'adoption de ces améliorations au cours de l'année n'a pas eu d'impact sur la position financière du Groupe ou les notes annexes.

Les autres normes, interprétations et amendements dont l'application était obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet 2011, dont notamment les textes mentionnés ci-dessous n'ont pas eu d'incidence significative chiffrée pour le groupe au 31 mars 2012 :

- IAS 32 « Classification of Rights Issues »
- IFRIC 19 « Extinguishing Financial Liabilities with Equity Instruments »
- IFRS 1 « Amendment – Limited Exemption from Comparative IFRS 7 Disclosures »

2. Comptes consolidés

Les comptes consolidés pour le semestre clos le 31 mars 2012 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 20 juin 2012.

3. Méthode de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Alpha Mos S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

4. Conversion des comptes des filiales étrangères

Les filiales ont pour monnaie de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture ; leur compte de résultat est converti au taux moyen mensuel de l'exercice. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.

5. Recours à des estimations

L'établissement des comptes consolidés en conformité avec les principes énoncés ci-dessus oblige les dirigeants du Groupe à faire des estimations et à émettre des hypothèses qui affectent les montants consolidés des actifs et des passifs ainsi que les montants des charges et des produits enregistrés durant l'année dans le compte de résultat. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principaux postes concernés par ces estimations sont les suivants : les provisions sur stocks, les provisions pour risques et charges et les dépréciations sur les comptes clients.

6. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires) réalisés par le Groupe Alpha MOS se composent principalement de ventes de produits finis (nez et langues électroniques, échantillonneurs) dont le fait générateur de l'enregistrement en comptabilité est la livraison.

Le produit des activités ordinaires correspondant à des prestations de services (études, travaux de recherche et développement..) est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation effective de ces prestations.

Conformément à la norme IAS 18 « Revenus », les ventes sont enregistrées en compte de résultat lorsque la quasi totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

Le produit des activités ordinaires correspondant à des contrats de sous-traitance est comptabilisé en fonction du pourcentage d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture. Les produits du contrat sont rattachés aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges. Aux premiers stades du contrat, si le résultat de celui-ci ne peut-être estimé de façon fiable, les produits du contrat ne sont comptabilisés qu'à concurrence des coûts encourus dont le recouvrement est attendu.

7. Autres produits des activités courantes

Ils incluent principalement les subventions reçues dans le cadre de programmes de développement comptabilisées au prorata de l'avancement du projet, et le crédit d'impôt recherche.

8. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte des Autres produits et charges opérationnels, qui comprennent principalement l'effet :

- des pertes et profits et variations de provisions couvrant des événements exceptionnels, c'est-à dire soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement,
- des plus ou moins values ou dépréciations d'actifs,
- du résultat financier,
- des impôts courants et différés

9. Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Conformément à la norme, les impôts différés actifs et passifs sont compensés pour une même entité fiscale.

Les impôts différés sont valorisés au taux d'impôt propre à chaque société, et notamment au taux normal de 33,1/3 % pour la société mère.

10. Frais de recherche et de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut :

- démontrer son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- évaluer précisément les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement,
- évaluer le coût de cet actif de façon fiable.

Le Groupe suit l'évolution de ses projets de développement individuellement. A partir du moment où les conditions énoncées dans la norme sont réunies, les frais identifiés sur le plan analytique sont activés net des subventions ou aides publiques en conformité avec IAS 20. L'amortissement est calculé sur les durées standards suivants :

Projets de développement de logiciels : 3 ans

Projets de développement d'instruments : 5 ans.

Ce rythme peut être accéléré en fonction des perspectives de rentabilité par projet.

11. Autres immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Les autres immobilisations incorporelles correspondent principalement aux frais de dépôt de brevet (frais de dossiers) validés ou en cours de validation. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur une durée d'utilisation estimée à 10 ans dès que leur validation est effective.

12. Ecart d'acquisition (Goodwill)

La norme IFRS3 révisée est applicable à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} octobre 2009. En application d'IFRS3R, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est mesuré à la juste valeur de la contrepartie remise le jour de l'acquisition. Pour chaque regroupement d'entreprise, l'acquéreur doit décider de la manière de mesurer la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise, soit à sa juste valeur soit au montant de sa quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Les frais d'acquisition supportés sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue les actifs et passifs de l'entité acquise à leur juste valeur - sauf exceptions. Lorsque le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, l'investissement détenu par l'acquéreur antérieurement à la prise de contrôle est mesuré à sa juste valeur à la date d'acquisition et la différence avec sa valeur comptable antérieure est reconnue en résultat en application d'IFRS 3R.

L'excédent de la somme du coût d'acquisition et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise par rapport au solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à la juste valeur est comptabilisé en tant qu'écart d'acquisition.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part d'intérêt revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise ou à la juste valeur de l'ensemble des actifs nets de l'entité acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Les ajustements de prix sont reconnus à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} octobre 2009 ont été comptabilisés selon la norme IFRS3 antérieure en application de laquelle, notamment, les frais d'acquisition étaient incorporés dans l'écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition comptabilisé séparément fait l'objet d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite ci-dessous.

Il est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

En cas de perte de valeur, la dépréciation serait inscrite en résultat opérationnel, sur une ligne «Dépréciations de l'écart d'acquisition».

Pour le test de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont rattachés aux Unités Génératrices de Trésorerie (ou groupes d'UGT) identifiés au sein du Groupe. Une UGT correspond à un ensemble homogène générant des flux de trésorerie identifiables et indépendants d'autres UGT.

Pour la mise en œuvre de ce test, dont les modalités sont décrites en III.1, le Groupe n'a identifié qu'une seule UGT.

13. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
matériel industriel	linéaire ou dégressif	5 ans
matériel pilote et prototype	linéaire	3 ans
matériel de bureau et informatique	linéaire	3 à 5 ans
meublier de bureau	linéaire	8 ans
agencements, aménagements, installations	linéaire	10 ans

14. Contrats de location financement

Les biens mobiliers détenus par voie de contrats de location sont comptabilisés au bilan quand la réalité économique du contrat correspond à un transfert de la propriété du bien et à un financement au regard de l'IAS 17.

15. Autres Actifs non courants

Les autres actifs non courants correspondent au crédit d'impôt recherche et aux dépôts à terme dont le dénouement prévu à ce jour va au delà d'un an.

16. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est passée en revue et en cas d'apparition d'indices de perte de valeur et au moins une fois par an pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinies.

17. Stocks et encours

Les matières premières figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition hors frais de transport selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (Méthode F.I.F.O).

Les produits finis figurent à l'actif pour leur coût de revient qui intègre le coût de la matière première, les coûts de sous-traitance ainsi que les frais de main d'œuvre internes relatifs au contrôle qualité des capteurs.

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués selon leur coût d'acquisition ou leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

18. Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, y compris les instruments dérivés, et la trésorerie. Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par les normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », IAS 32 « Instruments financiers – Présentation », IFRS 7 « Instruments financiers – Informations à fournir ».

A. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers

Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en compte de résultat.

Actifs détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme sont classés dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de celle-ci étant comptabilisées en résultat.

B. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

A l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti.

C. Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés

Le Groupe couvre ponctuellement les positions de change à l'aide de contrats de vente à terme. Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur.

Les instruments dérivés utilisés par le groupe peuvent être désignés comme instruments de couverture de flux futurs de trésorerie, qui permettent de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs.

La comptabilité de couverture est applicable si la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place et si l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes pour les couvertures de flux futurs de trésorerie : la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie de la situation nette, la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en 'Résultat financier'. Les montants enregistrés en situation nette sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

19. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

20. Indemnités de départ à la retraite

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés de la société mère sont intégralement provisionnés, et représentent le montant actualisé et probabilisé des indemnités conventionnelles inhérentes aux départs en retraite, et augmentées des charges assises sur les rémunérations. Les évaluations sont effectuées en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. La méthode de calcul intègre principalement une hypothèse de date et de modalité de départ à la retraite, un taux d'actualisation financière, un taux d'inflation, et des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Il n'y avait pas d'écarts actuariels non comptabilisés à la date de passage aux normes IFRS. Les écarts actuariels sont comptabilisés en résultat.

21. Plans de souscription et d'achat d'actions

Des options d'achat et de souscription d'actions peuvent être accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale (car il s'agit de plans dénoués en instruments de capitaux propres). La valeur des options est estimée selon les pratiques courantes de marché (modèle de Black & Scholes). Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité - période d'acquisition des droits - avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1er janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

22. Changements d'estimations comptables

Les changements d'estimations comptables sont effectués si une estimation résultant d'un jugement basé sur l'information fiable la plus récente disponible doit être révisée, notamment du fait d'une plus grande expérience de la société.

Conformément à la norme IAS 8, les effets du changement sont comptabilisés selon la méthode prospective.

II. LISTE DES FILIALES CONSOLIDEES

Raison sociale	Forme	Siren	Capital social (en monnaie locale)	siège	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
Alpha MOS	SA	389.274.846	781 029,40	Toulouse (31)	société mère	société mère	IG
Alpha MOS America	Inc (USA)	-	2.114.779	Maryland	100 %	100 %	IG
Alpha MOS UK	Ltd (U.K.)	-	2	Coventry	100 %	100%	IG
Alpha Mos Japan	KK (Japan)	-	10.000.000	Tokyo	100%	100%	IG
Alpha MOS (Shanghai) Instruments Trading Co	WOFE		1 000 000	Shanghai	100%	100%	IG

Alpha MOS UK n'a pas d'activité significative depuis le 1^{er} octobre 2000.

III. COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

1. Faits marquants de la période

Pour valoriser les efforts de recherche effectués par la société, Alpha Mos a établi des crédits d'impôt recherche rectificatifs pour les exercices 2009, 2010 et 2011.

Ces rectifications impactent le résultat opérationnel au 31 mars 2012 pour un montant de 648 K€.

2. Changement d'estimation comptable

Le service Recherche et Développement de la société Alpha Mos réalise des opérations de préparation de produits pilotes et de prototypes. Ces produits étaient auparavant constatés en stocks car destinés principalement à la vente. A compter du 1^{er} octobre 2011, ces articles sont comptabilisés en immobilisations et font l'objet d'un amortissement calculé sur une durée de 3 ans complété éventuellement par une dépréciation appréciée au cas par cas pour tenir compte de leur valeur recouvrable.

La valeur brute de ces actifs reclassés de stocks à immobilisations s'élève au 31 mars 2012 à 378 k€ et fait l'objet d'un amortissement pour 44 K€ et d'une dépréciation pour 63 K€..

3. Ecart d'acquisition

Le Groupe Alpha Mos a acquis le 11 juillet 2008 la totalité des parts sociales de la société française Périchrom installée en région parisienne et dont l'objet social est la fabrication et la vente de matériels et consommables destinés aux laboratoires.

Le prix d'acquisition des parts s'élève à 440 K€, dont 140 K€ payé le jour de l'acquisition, 153 K€ sur la période après l'application d'un ajustement à la baisse de 47 k€. Le solde de 100 K€ était payable à l'acquéreur à partir du 12 janvier 2010 sous certaines conditions suspensives, notamment l'obtention des liasses industrielles telles que définies dans le contrat de cession. Son paiement est suspendu au respect de l'ensemble des conditions préconisées dans l'acte de cession.

L'acquisition de la société Périchrom a généré un écart d'acquisition de 484 K€ qui s'établit comme suit:

Prix d'acquisition	440 K€
Ajustement de prix	(47) K€
Frais d'acquisition intégrés au coût des titres	76 K€
Capitaux propres de la société Périchrom au 11/07/2008	<u>-15 K€</u>
Ecart d'acquisition	484K€

Conformément à IAS 36, la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'écart d'acquisition de Périchrom est affecté est appréciée en fonction de la plus forte valeur entre:

- la valeur d'utilité appréciée sur la base des cash-flow futurs de trésorerie actualisés
- la juste valeur diminuée des coûts de cession.

L'appréciation de la juste valeur de l'UGT Alpha Mos, tient compte notamment de la valeur boursière de la société. A la date d'arrêté des comptes semestriels, ce test ne montre pas d'impairment.

4. Information sectorielle

Alpha M.O.S. n'opère que sur un seul secteur d'activité. Sur le plan géographique, le Groupe commercialise ses produits aux Etas Unis à travers sa filiale américaine dédiée et au Japon par l'intermédiaire de sa filiale Alpha Mos Japan qui a débuté son activité commerciale depuis le 1^{er} avril 2009. La société mère opère sur le reste du monde.

Ainsi, l'information sectorielle est détaillée comme suit par zone géographique :

	Social USA	Social	Social		
	Alpha Mos	Alpha Mos	Reste du	Eliminations	Total
	America Inc	Japan	Monde		
			Alpha Mos SA		
Au 31 Mars 2012					
Chiffre d'affaires (1)	795	1 201	3 269	-1 153	4 112
Résultat opérationnel	-358	16	- 495	-86	-923
Valeur comptable des actifs (2)	706	1 001	9 390	-3 961	7 136
Investissements corporels et incorporels (2)	0	64	678	-142	600
Au 30 Septembre 2011					
Chiffre d'affaires (1)	1 858	3 546	7 636	-3 114	9 926
Résultat opérationnel	-423	187	-572	78	-730
Valeur comptable des actifs (2)	643	2 091	8 368	-2 700	8 402
Investissements corporels et incorporels (2)	0	58	811	-4	865
Au 31 Mars 2011					
Chiffre d'affaires (1)	1 273	1 558	3 736	-1 565	5 002
Résultat opérationnel	-24	310	-759	59	-414
Valeur comptable des actifs (2)	610	1 275	6 973	-1 942	6 916
Investissements corporels et incorporels (2)	0	5	276	0	281

(1) selon la situation géographique

(2) selon l'implantation géographique des actifs

5. Tableau de variation des immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles	30/09/2011	Augmentations de la période	Diminutions de la période	31/03/2012
Valeurs brutes				
Frais R&D	649	86		735
Brevets	289	38		327
Brevets en cours de validation	29	9	-12	26
Logiciels	102			102
Logiciels en cours	104	3	-107	0
Total	1173	136	-119	1 190
Amortissements et perte de valeur				
Amortissements et perte de valeur	30/09/2011	Augmentations de la période	Diminutions de la période	31/03/2012
Amortissement des frais de R&D	28	45		73
Amortissement des brevets	189	11		200
Amortissement logiciels	100			100
Total	317	56	0	373
<u>Valeur nette</u>	<u>856</u>			<u>817</u>

6. Tableau de variation des immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	30/09/2011	Augmentations de la période	Cessions de la période et écart conversion	31/03/2012
Valeurs brutes				
Installations générales	225	23		248
Installations techniques, matériel et outillage	875	420	-27	1268
Matériel de bureau & informatique	204	22		226
Mobilier de bureau	31			31
Véhicules	65	3		68
Véhicules en location financement	0			0
Total	1 400	468	-27	1 841

Dont écart de conversion -2

L'augmentation des installations techniques, matériel et outillage sur la période correspond pour 378 K€ au changement d'estimation comptable détaillé dans la note III.2.

Amortissements et perte de valeur	30/09/2011	Augmentations de la période	Cessions de la période et écart conversion	31/03/2012
Amortissements installations générales	133	6		139
Amortissements matériel et outillage	715	134	-13	836
Amortissements matériel de bureau et informatique	172	19		191
Amortissements mobilier de bureau	26	1		27
Amortissements véhicules	53	4		57
Amortissements véhicules en location	0			0
Total	1099	164	-13	1 250
Valeur nette	301			591

Les amortissements et dépréciations des installations techniques, matériel et outillage sur la période correspondent pour 106 K€ au changement d'estimation comptable détaillé dans la note III.2.

7. Tableau de variation des immobilisations financières et provisions

Immobilisations financières	30/09/2011	Augmentations de la période	Diminutions de la période	31/03/2012
Valeurs brutes				
Prêts	34	2		36
Dépôts et cautionnements	130	53	-31	152
Total	164	55	-31	188

8. Autres actifs non courants

	Montant brut	Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Comptes à terme	100	-	
Total	100	0	0

9. Stocks et encours

Valeurs brutes	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Matières premières	1184	1773	1619
Produits finis	322	203	114
Travaux en cours	0	0	0
Valeur brute	1506	1976	1733
Dépréciation			
Matières premières	87	167	198
Produits finis	78	61	42
Total provision	165	228	240
<u>Valeur nette</u>	1341	1748	1493

10. Clients et comptes rattachés

	Montant brut	Moins d'un an	Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Clients douteux	213	0	213	-
Clients et comptes rattachés	1198	1191	0	-
Total	1411	1191	213	-
Provisions pour dépréciation	198			
Valeur nette	1213			

La ventilation par antériorité des créances clients échues est la suivante :

	Solde à la clôture	A moins d'un mois	De un à deux mois	De deux à trois mois	A plus de trois mois
Créances clients échues	521 k€	138 k€	157 k€	11 k€	216 k€
TVA	36	11	24	1	0
Dépréciation	197	0	0	0	197
Créances clients échues nettes	324	138	157	11	19

11. Autres actifs courants

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Autres actifs courants	429	592	301
Charges constatées d'avance	170	209	430
Placement à court terme	16	40	38
Crédit d'impôt recherche à moins d'un an	1254	367	118
Total	1 869	1 208	887

Les placements à court terme sont essentiellement constitués de disponibilités sur un contrat de liquidité.

Les autres actifs courants sont composés principalement de créances fiscales et sociales ainsi que d'avances versées aux fournisseurs

12. Composition du capital social

Au 31 mars 2012, le capital social était composé de 3 905 147 titres d'une valeur nominale de € 0.2.

catégories de titres	Valeur nominale	nombre de titres			
		au début de période	créés pendant la période	Remboursés pendant la période	en fin de période
actions	0.2 €	3 905 147	0	0	3 905 147

La société ne détient aucun titre en propre au 31 mars 2012.

Au 31 mars 2012 il restait 25 125 titres sur le contrat le liquidité (2011 : 14 597 titres)

13. Provisions pour risques et charges

	30/09/2011	Dotations	Reprises		31/03/2012
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour litige	80				80
Provision pour indemnité de départ retraite	65	7			72
Total	145	7	0	0	152

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe peut faire l'objet de procédures judiciaires et de contrôles fiscaux, douaniers ou administratifs. Le Groupe constitue une provision chaque fois qu'un risque constitue une obligation vis-à-vis d'un tiers et pour laquelle le passif probable peut être estimé avec une précision suffisante. La société se défend vigoureusement devant les tribunaux chaque fois qu'elle s'estime dans son droit.

Des provisions relatives à chaque risque sont constituées au fur et à mesure en fonction des avis d'experts et du stade d'évolution de chaque dossier traité individuellement. Il existe plusieurs litiges prud'homaux et commerciaux en cours. Le risque global sur ces affaires au 31 mars 2012 est évalué par la société à 80 k€.

14. Indemnité de départ à la retraite

Les engagements de retraite des sociétés françaises reposent sur les hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : 5,5 %,
- Taux de progression des salaires : 3,3 % pour les cadres et 3,3% pour les non cadres,
- Taux de rotation du personnel : 11,5% (selon l'âge),
- Table de mortalité : TD 88-90

La provision calculée au 31 mars 2012 selon ces hypothèses s'élève à 72 k€ et impacte ainsi le résultat consolidé pour 7 k€.

15. Passifs financiers

	31/03/2012	Courants (moins d'1 an)	non courants (plus d'1 an)
Emprunts bancaires et assimilés	1164	428	736
Intérêts courus non-échus	-	-	-
Total	1164	428	736

La société a obtenu sur la période plusieurs financements dont le détail est donné dans la note III-29 « Risques de liquidité ».

16. Passifs courants

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Fournisseurs et comptes rattachés	1 298	1 578	1 519
Autres dettes	1 298	1 565	1 089
Produits constatés d'avance	179	571	449
Total	2 775	3 714	3 057

Les autres dettes comprennent les dettes fiscales et sociales, les acomptes versés par les clients et également la dette restant à payer dans le cadre de l'acquisition de la société Perichrom pour 100 k€.

17. Passifs éventuels

- Droit individuel à la formation :

Le volume d'heures de formation cumulées au 31 mars 2012 s'élève à 3 608 heures, une hausse de 825 heures par rapport au 30 septembre 2011 (2 783 heures).

18. Impôts

* Preuve de l'impôt :

Résultat comptable avant impôts au 31/03/2012	- 943
Impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante	314
Différences permanentes	- 53
Différences temporaires	- 29
Impact CIR	293
Incidence des pertes fiscales sur le résultat	- 517
Différentiels des taux d'imposition	- 12
Charge d'impôt effective	- 4

* Déficits fiscaux :

Au 31 mars 2012, le montant des déficits reportables est le suivant :

Déficits fiscaux ordinaires France	6255 k€
Déficit fiscaux US	2490 k€

L'imputation de ces déficits sur des bénéfices futurs ne peut pas s'envisager avec certitude à court terme.

19. Charges de personnel

Les charges de personnel incluent la valorisation des bons de souscription d'actions consenties au personnel, qui s'élève à 3 k€ pour la période contre 119 k€ l'exercice précédent.

20. Variation des provisions des actifs courants

	30/09/2011	Augmentation de la période	Reprise de la période Utilisées	non utilisées	Var. écart de conversion	31/03/2012
Provision pour dépréciation des créances douteuses	134	64				198
Provision pour dépréciation des stocks	228	-	63			165
Total	362	64	63	0	0	363

21. Autres produits des activités courantes

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Subventions d'exploitation	0	7	7
Divers	31	62	37
Crédit d'impôt recherche	785	227	100
Total	816	296	144

Les subventions d'exploitation ont été reçues pour financer partiellement certains projets de recherche engagés par la société.

Le crédit d'impôt recherche constaté sur la période est augmenté de l'impact des demandes rectificatives à hauteur de 648 K€, tel que détaillé dans la note III.1 Faits marquants de la période.

22. Frais de recherche et développement (R&D)

Les charges directes de R&D hors coûts administratifs indirects s'élèvent pour le premier semestre à 1 022 k€ contre 729 k€ pour le premier semestre 2010 2011.

Ces charges sont constituées principalement des rémunérations du personnel employé à ces activités, des dépenses de fonctionnement directes (hors affectation de frais administratifs indirects) associées (études et prestations, fournitures et petit matériel), ainsi que des services extérieurs relevant de la même nature.

23. Résultat financier

Le résultat financier intègre :

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Résultat de change	-3	-34	-26
Produits nets sur cessions de VMP et juste valeur	0	0	0
Dotations/Reprise sur provision financière	0	0	0
Autres charges / produits financiers	-17	34	-16
Total	-20	0	-42

24. Résultat par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période. Le nombre moyen d'actions en circulation (3 905 525) est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

25. Effectif moyen

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Effectif moyen France	59	53	59
dont cadres	39	37	44
non cadres	20	16	15
Effectif moyen filiales	23	22	14
Total	82	75	73

26. Engagements Financiers

	Loyers restant dûs (k€)		
	Moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans
Location financières	145	167	0

Il s'agit de contrats de location longue durée relatifs à des véhicules, du matériel de bureau et des équipements informatiques..

Caution reçue et nantissement donné

Afin de garantir le paiement des échéances du prix des parts de la filiale Perichrom, une caution bancaire a été donnée par la banque CIC pour un montant de 100 k€.

En garantie de cette caution bancaire, la banque CIC a pris un nantissement sur un compte à terme détenu par la société d'un montant équivalent.

Par ailleurs, un prêt bancaire de 300 k€ contracté le 25 septembre 2009 est garanti à hauteur de 60% par une caution d'Oseo Anvar et pour 20% par un nantissement sur des Sicav monétaires du crédit Lyonnais détenues par la société.

La société dispose de lignes de mobilisation de créances commerciales en France et en Europe pour un total de 350 k€.

27. Rémunérations des organes de direction – Modalités de rupture des mandats sociaux

La rémunération des membres du Conseil d'Administration ne concerne que la rémunération du Président du Conseil d'Administration. Elle s'élève avantage en nature compris comme suit :

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Salaires avantages en nature compris en euro	87 106	181 395	79 701

Par ailleurs, l'Assemblée Générale du 30 mars 2012 a fixé au montant maximal de 30.000 euros les jetons de présence pouvant être versés aux administrateurs pour l'exercice 2011/2012. Pour l'instant, le Conseil d'Administration n'a procédé à aucune attribution de cette somme.

Il n'est prévu aucune modalité particulière de rupture des mandats sociaux.

28. Titres donnant accès au capital

Bons de souscription d'actions

Date d'assemblée	12 février 10
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	269 000
Dont Conseil d'Administration	192 000
Point de départ d'exercice des 1ers BSA	1 ^{er} juin 2010
Date d'expiration des derniers BSA	12 février 2014
Prix de souscription	3.30 €
Nombre d'actions souscrites au 31 mars 2012	0
Nombre d'actions annulées au 31 mars 2012	59 000
Solde d'actions à souscrire au 31 mars 2012	210 000

Date d'assemblée	28 mars 2011	27 juin 2011
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	67 826 (*)	513 835
Dont Conseil d'Administration	15 000	121 610
Point de départ d'exercice des 1ers BSA	29 mars 2011	29 juillet 2011
Date d'expiration des derniers BSA	28 mars 2015	30 avril 2013
Prix de souscription	2.58 €	4.25 €
Nombre d'actions souscrites au 31 mars 2012	0	325
Nombre d'actions annulées au 31 mars 2012	0	0
Solde d'actions à souscrire au 31 mars 2012	38 500	513 510

* dont 29 326 restant à attribuer.

Options de souscription d'actions

Date d'assemblée	31 mars 2008
Dates des conseils d'administration	09 juillet 2009
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	79 000
Dont Conseil d'Administration	0
Point de départ d'exercice des 1ères options	09 juillet 2013
Date d'expiration des dernières options	09 juillet 2016
Prix de souscription	3.24 euros
Nombre d'actions souscrites au 31 mars 2012	0
Nombre d'actions annulées au 31 mars 2012	26 000
Solde d'actions à souscrire au 31 mars 2012	53 000

BSPCE

Date d'assemblée	30 mars 2007
Dates des conseils d'administration	25 octobre 2007
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	90 000
Dont Conseil d'Administration	18 000
Point de départ d'exercice des 1ères options	25 octobre 2007
Date d'expiration des dernières options	25 octobre 2012
Prix de souscription	3.91 €
Nombre d'actions souscrites au 31 mars 2012	0
Nombre d'actions annulées au 31 mars 2012	26 500
Solde d'actions à souscrire au 31 mars 2012	63 500

Valeur des options et comptabilisation :

Les options sont évaluées selon le modèle de Black & Scholes.

Les hypothèses retenues pour la valorisation de la juste valeur des options sont les suivantes :

	Plan BSA 30 09 2007	Plan BSA 31 03 2010	Plan BSFCB 30 09 2007	Plan options 31 03 2008	Plan BSA 1 ^{er} 09 2011
Volatilité attendue	52%	42%	58%	45%	48%
Taux sans risque appliqué	2,80%	1,70%	2%	2%	1,70%
Taux de distribution	0%	0%	0%	0%	0%

La charge comptabilisée sur la période au titre de ces plans est de – 3 k€ (en charges de personnel avec pour contrepartie les réserves consolidées), contre - 119 k€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2011.

29. Objectifs et politiques de gestion des risques de marché

Cours de conversion des devises employées

Devises	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Dollar américain (1\$ = ...€)			
Cours de clôture	0.74965	0.7406	0.7057
Cours moyen	0.748	0.72	0.73
Yen japonais (1JPY = ...€)			
Cours de clôture	0.00911	0,00963	0.00851
Cours moyen	0.00952	0,00887	0.00893
RMB chinois (1 RMB = ...€)			
Cours de clôture	0.11853	0.116	-
Cours moyen	0.11794	0.110	-

Risques

Risques de change

Le groupe réalise toute sa facturation en euros, à l'exception de la filiale américaine qui libelle ses factures en US dollars et la filiale japonaise qui facture en yen. Sur la période, les ventes réalisées en USD représentent 19% du chiffre d'affaires total, et les ventes en yen représentent 35%

La société n'a pas formalisé une stratégie globale de couverture du risque de change, mais couvre ponctuellement des rentrées significatives de devises par le biais de ventes à terme à un cours garanti pendant une période définie.

POSITION AU 31 MARS 2012	Milliers de Dollars	Milliers de Yen
Actifs	480	102 835
Passifs	184	73 262
Position nette dans la devise	296	29 573
Taux de change de clôture	0.74965	0,00911
Position nette en €	222	269
Impact d'une variation de change de 10%	22	27

Au 31 mars 2012 il restait un solde de USD 161 000 sur un contrat à échéance au 29 juin 2012 à un cours fixe de € = USD 1.3117

Au 31 mars 2012 il restait un solde de CHF 273 450 sur un contrat à échéance au 26 avril 2012 à un cours fixe de € = CHF 1.2215

Au 31 mars 2012 il restait un solde de JPY 32 096 396 sur un contrat à échéance au 23 mai 2012 à un cours fixe de € = JPY 103.90

Risques de taux

Les prêts bancaires présentés au passif du bilan correspondent à un contrat de crédit-bail sur un véhicule et des prêts pour renforcement des fonds propres de la société sur lesquels il n'y a aucun risque de taux.

Risques de liquidité

En raison des disponibilités du groupe et des financements obtenus, la société ne présente pas un risque de liquidité significatif.

Les financements obtenus sur la période sont les suivants :

- Avance Coface Japon	295 k€
- Prêt Oséo	150 k€
- Prêt filiale Japon	372 k€
Total	817 k€

Postérieurement au 31 mars 2012, les financements obtenus sont les suivants :

- Prêt Total développement : 200k€ + 100k€ de 60 mois avec différé de 24 mois au taux de 1% ;
- Prêt Oseo Innovation : 480k€ de 78 mois avec différé de 33 mois au taux de 0% ;
- Avance coface (prospection Amérique du Sud) préfinancée par la BNP d'un montant de 250 k€ remboursable en juin 2013 au taux de 3,783%.

Soit un total de 930 k€ versés.

Gestion du capital

L'objectif principal d'Alpha Mos en terme de gestion de son capital est de s'assurer le maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter et pérenniser son activité avec ses clients et ses relations avec ses salariés, et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le Groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Pour maintenir ou ajuster son capital, le Groupe a par le passé et pourra pour le futur procéder à des augmentations de capital.

30. Evénements postérieurs

Postérieurement au 31 mars 2012, la société a obtenu les financements suivants :

- Prêt Total développement : 200k€ + 100k€ de 60 mois avec différé de 24 mois au taux de 1% ;
- Prêt Oseo Innovation : 480k€ de 78 mois avec différé de 33 mois au taux de 0% ;
- Avance coface (prospection Amérique du Sud) préfinancée par la BNP d'un montant de 250 k€ remboursable en juin 2013 au taux de 3,783%.

31. Tableau de variation de l'endettement financier net :

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Trésorerie brute	533	1439	1003
Soldes débiteurs et concours bancaires courants	-1	-4	-2
Trésorerie nette	532	1435	1001
Endettement brut	-1164	-526	-706
Endettement financier net	-632	909	295

L'endettement brut a augmenté en raison des financements obtenus sur la période dont le détail est donné dans la note III-29 « Risques de liquidité »

EURAUDIT

ERNST & YOUNG et Autres

Alpha M.O.S.

Période du 1^{er} octobre 2011 au 31 mars 2012

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

EURAUDIT
Résidence « Cap Wilson »
81, boulevard Carnot
31000 Toulouse
S.A.R.L. au capital de € 350.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Toulouse

ERNST & YOUNG et Autres
Le Compans, Immeuble B
1, place Alfonse Jourdain
B.P. 98536
31685 Toulouse Cedex 06
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Alpha M.O.S.

Période du 1^{er} octobre 2011 au 31 mars 2012

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Alpha M.O.S., relatifs à la période du 1^{er} octobre 2011 au 31 mars 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les éléments suivants :

- la note III.1 « Faits marquants de la période », qui précise l'impact des demandes de rectification du Crédit Impôt Recherche au titre des exercices 2009 à 2011 ;
- la note III.2 « Changement d'estimation comptable », qui expose le reclassement de produits pilotes et de prototypes du poste « stocks » à celui d'« immobilisations », pour une valeur brute de K€ 378.

2. Vérification spécifique

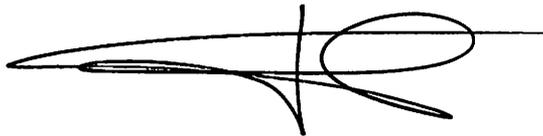
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Toulouse, le 29 juin 2012

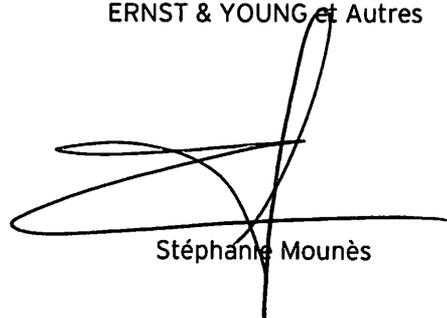
Les Commissaires aux Comptes

EURAUDIT



Julien Duffau

ERNST & YOUNG et Autres



Stéphanie Mounès

GROUPE ALPHA MOS
ETAT CONSOLIDE DE SITUATION
FINANCIERE INTERMEDIAIRE

En € 000

Actif	Note	31/03/2012 Net	30/09/2011 Net	31/03/2011 Net
Actifs non-courants				
Immobilisations incorporelles	III-5	817	856	663
Ecart d'acquisition	III-3	484	484	484
Immobilisations corporelles	III-6	591	300	276
Immobilisations financières	III-7	188	164	127
Autres actifs non-courants	III-8	100	100	100
TOTAL ACTIFS NON-COURANTS		2180	1904	1650
Actifs courants				
Stocks et en-cours	III-9	1341	1748	1493
Clients et compte rattachés	III-10	1213	2103	1883
Autres actifs courants	III-11	1869	1208	887
Trésorerie et équivalents de trésorerie		533	1439	1003
TOTAL ACTIFS COURANTS		4956	6498	5266
TOTAL ACTIF		7136	8402	6916

GROUPE ALPHA MOS
ETAT CONSOLIDE DE SITUATION
FINANCIERE INTERMEDIAIRE

En € 000

Passif	Note	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
		Net	Net	Net
Capitaux propres				
Capital social	III-12	781	781	678
Primes liées au capital		12164	12164	11066
Réserves		-8913	-8143	-8241
Ecart de conversion		-40	-26	-36
Résultat de la période		-947	-763	-456
Total capitaux propres		3045	4013	3011
Provisions pour risques et charges	III-13	152	145	142
Passifs financiers à long terme	III-15	736	392	323
Total passifs non-courants		888	537	465
Passifs financiers à court terme	III-15	428	138	383
Fournisseurs	III-16	1298	1578	1519
Autres dettes et comptes de régularisation	III-16	1477	2136	1538
Total Passifs courants		3203	3852	3440
TOTAL PASSIF		7136	8402	6916

GROUPE ALPHA MOS
COMPTE DE RESULTAT
INTERMEDIAIRE

En € 000

	Note	31/03/2012 Net	30/09/2011 Net	31/03/2011 Net
Produits des activités ordinaires	III-21	4112	9926	5002
Autres produits des activités courantes		816	296	144
Achats consommés		-1327	-2875	-1510
Charges de personnel		-2586	-4541	-2260
Autres charges externes		-1627	-3292	-1640
Impôts et taxes		-69	-147	-81
Dotation aux amortissements et provisions		-272	-120	-96
Résultat opérationnel courant		-953	-753	-441
Autres produits et charges opérationnels		30	23	27
Résultat opérationnel		-923	-730	-414
Résultat financier	III-23	-20	0	-42
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts		-943	-730	-456
Impôts sur les bénéfices	III-18	-4	-33	0
Résultat net de l'ensemble consolidé		-947	-763	-456
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Résultat net part du groupe		-947	-763	-456
<i>Résultat par action brut</i>		<i>-0,242</i>	<i>-0,221</i>	<i>-0,134</i>
<i>Résultat par action dilué</i>		<i>-0,242</i>	<i>-0,221</i>	<i>-0,134</i>

3

ETAT DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRE

En € 000

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Résultat net consolidé	- 947	- 763	-456
Ecart de conversion	- 7	- 7	- 17
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	- 7	- 7	- 17
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	- 954	- 770	- 473

GROUPE ALPHA MOS
ETAT CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

En € 000

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
	Note	Net	Net
Résultat net part du groupe		-947	-763
Autres charges et produits sans impact sur la trésorerie:			
Amortissements et provisions		227	180
Impôts différés		0	0
Charges et produits liés aux stock options		3	120
Autres		0	0
Variation des actifs et passifs courants:			
Stocks		407	-291
Clients et comptes rattachés		890	-298
Autres actifs		-661	37
Fournisseurs		-281	279
Autres passifs		-672	204
Flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles		-1034	-532
Acquisition d'immobilisations		-600	-585
Acquisition de la filiale Périchrom	III-3	0	0
Cessions d'immobilisations		119	0
Variation des immobilisations financières		-24	-46
Flux net de trésorerie générés par les opérations d'investissement		-505	-631
Augmentation de capital		0	1201
Variations des emprunts et avances remboursables		344	41
Variations des dettes financières à court terme		292	-312
Cession de comptes à terme		0	0
Titres d'auto-contrôle		0	415
Flux net de trésorerie générés par les opérations de financement		636	1345
VARIATION DE TRESORERIE		-903	182
Trésorerie en début d'exercice		1435	1253
Trésorerie en fin d'exercice		532	1435
VARIATION DE TRESORERIE		-903	182

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

En € 000

	Capital Actions Ordinaires	Réserves et résultats non distribués	Ecart de Conversion	Total
Au 30 Septembre 2010	678	2 390	-19	3 049
Augmentation de capital	0			0
Prime d'émission		0		0
Ecart de conversion			-17	-17
Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres			-17	-17
Paiements fondés sur des actions		56		56
Elimination des titres d'autocontrôle		379		379
Résultat net		-456		-456
total des produits et charges de la période		-456	-17	-473
Au 31 Mars 2011	678	2 369	-36	3 011
Augmentation de capital	103			103
Prime d'émission		1 097		1 097
Ecart de conversion			10	10
Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres			10	10
Paiements fondés sur des actions		63		63
Elimination des titres d'autocontrôle		36		36
Résultat net		-307		-307
total des produits et charges de la période		-307	10	-297
Au 30 Septembre 2011	781	3 258	-26	4 013
Augmentation de capital				0
Prime d'émission				0
Ecart de conversion			-14	-14
Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres			-14	-14
Paiements fondés sur des actions		3		3
Elimination des titres d'autocontrôle		0		0
Autres		-10		-10
Résultat net		-947		-947
total des produits et charges de la période		-947	-14	-961
Au 31 Mars 2012	781	2 304	-40	3 045

GROUPE ALPHA MOS

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(Montants exprimés en milliers d'euros, sauf mention expresse)

I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1. Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels du groupe Alpha Mos au 31 mars 2012 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne à la date de clôture des comptes.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'élaboration des comptes semestriels au 31 mars 2012 sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés annuels arrêtés au 30 septembre 2011 et disponibles sur le site d'Alpha Mos.

Les améliorations aux IFRS (troisième omnibus publié en mai 2010) sont une série d'amendements à diverses normes existantes se traduisant par des changements de présentation, de reconnaissance comptable, de méthodes de mesure ou de terminologie. Leur application est obligatoire à compter de l'exercice 2011 ou 2012, selon le cas. L'adoption de ces améliorations au cours de l'année n'a pas eu d'impact sur la position financière du Groupe ou les notes annexes.

Les autres normes, interprétations et amendements dont l'application était obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet 2011, dont notamment les textes mentionnés ci-dessous n'ont pas eu d'incidence significative chiffrée pour le groupe au 31 mars 2012 :

- IAS 32 « Classification of Rights Issues »
- IFRIC 19 « Extinguishing Financial Liabilities with Equity Instruments »
- IFRS 1 « Amendment – Limited Exemption from Comparative IFRS 7 Disclosures »

2. Comptes consolidés

Les comptes consolidés pour le semestre clos le 31 mars 2012 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 20 juin 2012.

3. Méthode de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Alpha Mos S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

4. Conversion des comptes des filiales étrangères

Les filiales ont pour monnaie de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture ; leur compte de résultat est converti au taux moyen mensuel de l'exercice. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.

5. Recours à des estimations

L'établissement des comptes consolidés en conformité avec les principes énoncés ci-dessus oblige les dirigeants du Groupe à faire des estimations et à émettre des hypothèses qui affectent les montants consolidés des actifs et

des passifs ainsi que les montants des charges et des produits enregistrés durant l'année dans le compte de résultat. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principaux postes concernés par ces estimations sont les suivants : les provisions sur stocks, les provisions pour risques et charges et les dépréciations sur les comptes clients.

6. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires) réalisés par le Groupe Alpha MOS se composent principalement de ventes de produits finis (nez et langues électroniques, échantillonneurs) dont le fait générateur de l'enregistrement en comptabilité est la livraison.

Le produit des activités ordinaires correspondant à des prestations de services (études, travaux de recherche et développement..) est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation effective de ces prestations.

Conformément à la norme IAS 18 « Revenus », les ventes sont enregistrées en compte de résultat lorsque la quasi totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

Le produit des activités ordinaires correspondant à des contrats de sous-traitance est comptabilisé en fonction du pourcentage d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture. Les produits du contrat sont rattachés aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges. Aux premiers stades du contrat, si le résultat de celui-ci ne peut-être estimé de façon fiable, les produits du contrat ne sont comptabilisés qu'à concurrence des coûts encourus dont le recouvrement est attendu.

7. Autres produits des activités courantes

Ils incluent principalement les subventions reçues dans le cadre de programmes de développement comptabilisées au prorata de l'avancement du projet, et le crédit d'impôt recherche.

8. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte des Autres produits et charges opérationnels, qui comprennent principalement l'effet :

- des pertes et profits et variations de provisions couvrant des événements exceptionnels, c'est-à dire soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement,
- des plus ou moins values ou dépréciations d'actifs,
- du résultat financier,
- des impôts courants et différés

9. Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Conformément à la norme, les impôts différés actifs et passifs sont compensés pour une même entité fiscale.

Les impôts différés sont valorisés au taux d'impôt propre à chaque société, et notamment au taux normal de 33,1/3 % pour la société mère.

10. Frais de recherche et de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut :

- démontrer son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- évaluer précisément les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement,
- évaluer le coût de cet actif de façon fiable.

Le Groupe suit l'évolution de ses projets de développement individuellement. A partir du moment où les conditions énoncées dans la norme sont réunies, les frais identifiés sur le plan analytique sont activés net des subventions ou aides publiques en conformité avec IAS 20. L'amortissement est calculé sur les durées standards suivantes :

Projets de développement de logiciels : 3 ans
Projets de développement d'instruments : 5 ans.

Ce rythme peut être accéléré en fonction des perspectives de rentabilité par projet.

11. Autres immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Les autres immobilisations incorporelles correspondent principalement aux frais de dépôt de brevet (frais de dossiers) validés ou en cours de validation. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur une durée d'utilisation estimée à 10 ans dès que leur validation est effective.

12. Ecart d'acquisition (Goodwill)

La norme IFRS3 révisée est applicable à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} octobre 2009. En application d'IFRS3R, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est mesuré à la juste valeur de la contrepartie remise le jour de l'acquisition. Pour chaque regroupement d'entreprise, l'acquéreur doit décider de la manière de mesurer la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise, soit à sa juste valeur soit au montant de sa quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Les frais d'acquisition supportés sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue les actifs et passifs de l'entité acquise à leur juste valeur - sauf exceptions. Lorsque le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, l'investissement détenu par l'acquéreur antérieurement à la prise de contrôle est mesuré à sa juste valeur à la date d'acquisition et la différence avec sa valeur comptable antérieure est reconnue en résultat en application d'IFRS 3R.

L'excédent de la somme du coût d'acquisition et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise par rapport au solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à la juste valeur est comptabilisé en tant qu'écart d'acquisition.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part d'intérêt revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise ou à la juste valeur de l'ensemble des actifs nets de l'entité acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Les ajustements de prix sont reconnus à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} octobre 2009 ont été comptabilisés selon la norme IFRS3 antérieure en application de laquelle, notamment, les frais d'acquisition étaient incorporés dans l'écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition comptabilisé séparément fait l'objet d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite ci-dessous.

Il est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

En cas de perte de valeur, la dépréciation serait inscrite en résultat opérationnel, sur une ligne «Dépréciations de l'écart d'acquisition».

Pour le test de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont rattachés aux Unités Génératrices de Trésorerie (ou groupes d'UGT) identifiés au sein du Groupe. Une UGT correspond à un ensemble homogène générant des flux de trésorerie identifiables et indépendants d'autres UGT.

Pour la mise en œuvre de ce test, dont les modalités sont décrites en III.1, le Groupe n'a identifié qu'une seule UGT.

13. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
matériel industriel	linéaire ou dégressif	5 ans
matériel pilote et prototype	linéaire	3 ans
matériel de bureau et informatique	linéaire	3 à 5 ans
meublement de bureau	linéaire	8 ans
agencements, aménagements, installations	linéaire	10 ans

14. Contrats de location financement

Les biens mobiliers détenus par voie de contrats de location sont comptabilisés au bilan quand la réalité économique du contrat correspond à un transfert de la propriété du bien et à un financement au regard de l'IAS 17.

15. Autres Actifs non courants

Les autres actifs non courants correspondent au crédit d'impôt recherche et aux dépôts à terme dont le dénouement prévu à ce jour va au delà d'un an.

16. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est passée en revue et en cas d'apparition d'indices de perte de valeur et au moins une fois par an pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinies.

17. Stocks et encours

Les matières premières figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition hors frais de transport selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (Méthode F.I.F.O).

Les produits finis figurent à l'actif pour leur coût de revient qui intègre le coût de la matière première, les coûts de sous-traitance ainsi que les frais de main d'œuvre internes relatifs au contrôle qualité des capteurs.

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués selon leur coût d'acquisition ou leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

18. Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, y compris les instruments dérivés, et la trésorerie. Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par les normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », IAS 32 « Instruments financiers – Présentation », IFRS 7 « Instruments financiers – Informations à fournir ».

A. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers

Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en compte de résultat.

Actifs détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme sont classés dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de celle-ci étant comptabilisées en résultat.

B. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

A l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti.

C. Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés

Le Groupe couvre ponctuellement les positions de change à l'aide de contrats de vente à terme. Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur.

Les instruments dérivés utilisés par le groupe peuvent être désignés comme instruments de couverture de flux futurs de trésorerie, qui permettent de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs.

La comptabilité de couverture est applicable si la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place et si l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes pour les couvertures de flux futurs de trésorerie : la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie de la situation nette, la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en 'Résultat financier'. Les montants enregistrés en situation nette sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

19. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

20. Indemnités de départ à la retraite

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés de la société mère sont intégralement provisionnés, et représentent le montant actualisé et probabilisé des indemnités conventionnelles inhérentes aux départs en retraite, et augmentées des charges assises sur les rémunérations. Les évaluations sont effectuées en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. La méthode de calcul intègre principalement une hypothèse de date et de modalité de départ à la retraite, un taux d'actualisation financière, un taux d'inflation, et des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Il n'y avait pas d'écarts actuariels non comptabilisés à la date de passage aux normes IFRS. Les écarts actuariels sont comptabilisés en résultat.

21. Plans de souscription et d'achat d'actions

Des options d'achat et de souscription d'actions peuvent être accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale (car il s'agit de plans dénoués en instruments de capitaux propres). La valeur des options est estimée selon les pratiques courantes de marché (modèle de Black & Scholes). Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité - période d'acquisition des droits - avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1er janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

22. Changements d'estimations comptables

Les changements d'estimations comptables sont effectués si une estimation résultant d'un jugement basé sur l'information fiable la plus récente disponible doit être révisée, notamment du fait d'une plus grande expérience de la société.

Conformément à la norme IAS 8, les effets du changement sont comptabilisés selon la méthode prospective.

II. LISTE DES FILIALES CONSOLIDEES

Raison sociale	Forme	Siren	Capital social (en monnaie locale)	siège	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
Alpha MOS	SA	389.274.846	781 029,40	Toulouse (31)	société mère	société mère	IG
Alpha MOS America	Inc (USA)	-	2.114.779	Maryland	100 %	100 %	IG
Alpha MOS UK	Ltd (U.K.)	-	2	Coventry	100 %	100%	IG
Alpha Mos Japan	KK (Japan)	-	10.000.000	Tokyo	100%	100%	IG
Alpha MOS (Shanghai) Instruments Trading Co	WOFE		1 000 000	Shanghai	100%	100%	IG

Alpha MOS UK n'a pas d'activité significative depuis le 1^{er} octobre 2000.

III. COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

1. Faits marquants de la période

Pour valoriser les efforts de recherche effectués par la société, Alpha Mos a établi des crédits d'impôt recherche rectificatifs pour les exercices 2009, 2010 et 2011.

Ces rectifications impactent le résultat opérationnel au 31 mars 2012 pour un montant de 648 K€.

2. Changement d'estimation comptable

Le service Recherche et Développement de la société Alpha Mos réalise des opérations de préparation de produits pilotes et de prototypes. Ces produits étaient auparavant constatés en stocks car destinés principalement à la vente. A compter du 1^{er} octobre 2011, ces articles sont comptabilisés en immobilisations et font l'objet d'un amortissement calculé sur une durée de 3 ans complété éventuellement par une dépréciation appréciée au cas par cas pour tenir compte de leur valeur recouvrable.

La valeur brute de ces actifs reclassés de stocks à immobilisations s'élève au 31 mars 2012 à 378 k€ et fait l'objet d'un amortissement pour 44 K€ et d'une dépréciation pour 63 K€..

3. Ecart d'acquisition

Le Groupe Alpha Mos a acquis le 11 juillet 2008 la totalité des parts sociales de la société française Périchrom installée en région parisienne et dont l'objet social est la fabrication et la vente de matériels et consommables destinés aux laboratoires.

Le prix d'acquisition des parts s'élève à 440 K€, dont 140 K€ payé le jour de l'acquisition, 153 K€ sur la période après l'application d'un ajustement à la baisse de 47 k€. Le solde de 100 K€ était payable à l'acquéreur à partir du 12 janvier 2010 sous certaines conditions suspensives, notamment l'obtention des liasses industrielles telles que définies dans le contrat de cession. Son paiement est suspendu au respect de l'ensemble des conditions préconisées dans l'acte de cession.

L'acquisition de la société Périchrom a généré un écart d'acquisition de 484 K€ qui s'établit comme suit:

Prix d'acquisition	440 K€
Ajustement de prix	(47) K€
Frais d'acquisition intégrés au coût des titres	76 K€
Capitaux propres de la société Périchrom au 11/07/2008	<u>-15 K€</u>
Ecart d'acquisition	484K€

Conformément à IAS 36, la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'écart d'acquisition de Périchrom est affecté est appréciée en fonction de la plus forte valeur entre:

- la valeur d'utilité appréciée sur la base des cash-flow futurs de trésorerie actualisés
- la juste valeur diminuée des coûts de cession.

L'appréciation de la juste valeur de l'UGT Alpha Mos, tient compte notamment de la valeur boursière de la société. A la date d'arrêté des comptes semestriels, ce test ne montre pas d'impairment.

4. Information sectorielle

Alpha M.O.S. n'opère que sur un seul secteur d'activité. Sur le plan géographique, le Groupe commercialise ses produits aux Etas Unis à travers sa filiale américaine dédiée et au Japon par l'intermédiaire de sa filiale Alpha Mos Japan qui a débuté son activité commerciale depuis le 1^{er} avril 2009. La société mère opère sur le reste du monde.

Ainsi, l'information sectorielle est détaillée comme suit par zone géographique :

	Social USA	Social	Social		
	Alpha Mos	Alpha Mos	Reste du	Eliminations	Total
	America Inc	Japan	Monde		
			Alpha Mos SA		
Au 31 Mars 2012					
Chiffre d'affaires (1)	795	1 201	3 269	-1 153	4 112
Résultat opérationnel	-358	16	- 495	-86	-923
Valeur comptable des actifs (2)	706	1 001	9 390	-3 961	7 136
Investissements corporels et incorporels (2)	0	64	678	-142	600
Au 30 Septembre 2011					
Chiffre d'affaires (1)	1 858	3 546	7 636	-3 114	9 926
Résultat opérationnel	-423	187	-572	78	-730
Valeur comptable des actifs (2)	643	2 091	8 368	-2 700	8 402
Investissements corporels et incorporels (2)	0	58	811	-4	865
Au 31 Mars 2011					
Chiffre d'affaires (1)	1 273	1 558	3 736	-1 565	5 002
Résultat opérationnel	-24	310	-759	59	-414
Valeur comptable des actifs (2)	610	1 275	6 973	-1 942	6 916
Investissements corporels et incorporels (2)	0	5	276	0	281

(1) selon la situation géographique

(2) selon l'implantation géographique des actifs

5. Tableau de variation des immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles	30/09/2011	Augmentations	Diminutions	31/03/2012
		de la période	de la période	
Valeurs brutes				
Frais R&D	649	86		735
Brevets	289	38		327
Brevets en cours de validation	29	9	-12	26
Logiciels	102			102
Logiciels en cours	104	3	-107	0
Total	1173	136	-119	1 190

Amortissements et perte de valeur	30/09/2011	Augmentations s de la période	Diminutions de la période	31/03/2012
Amortissement des frais de R&D	28	45		73
Amortissement des brevets	189	11		200
Amortissement logiciels	100			100
Total	317	56	0	373
<u>Valeur nette</u>	<u>856</u>			817

6. Tableau de variation des immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	30/09/2011	Augmentations de la période	Cessions de la période et écart conversion	31/03/2012
Valeurs brutes				
Installations générales	225	23		248
Installations techniques, matériel et outillage	875	420	-27	1268
Matériel de bureau & informatique	204	22		226
Mobilier de bureau	31			31
Véhicules	65	3		68
Véhicules en location financement	0			0
Total	1 400	468	-27	1 841
Dont écart de conversion			-2	

L'augmentation des installations techniques, matériel et outillage sur la période correspond pour 378 K€ au changement d'estimation comptable détaillé dans la note III.2.

Amortissements et perte de valeur	30/09/2011	Augmentations de la période	Cessions de la période et écart conversion	31/03/2012
Amortissements installations générales	133	6		139
Amortissements matériel et outillage	715	134	-13	836
Amortissements matériel de bureau et informatique	172	19		191
Amortissements mobilier de bureau	26	1		27
Amortissements véhicules	53	4		57
Amortissements véhicules en location	0			0
Total	1099	164	-13	1 250
Valeur nette	301			591

Les amortissements et dépréciations des installations techniques, matériel et outillage sur la période correspondent pour 106 K€ au changement d'estimation comptable détaillé dans la note III.2.

7. Tableau de variation des immobilisations financières et provisions

Immobilisations financières	30/09/2011	Augmentations de la période	Diminutions de la période	31/03/2012
Valeurs brutes				
Prêts	34	2		36
Dépôts et cautionnements	130	53	-31	152
Total	164	55	-31	188

8. Autres actifs non courants

	Montant brut	Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Comptes à terme	100	-	
Total	100	0	0

9. Stocks et encours

Valeurs brutes	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Matières premières	1184	1773	1619
Produits finis	322	203	114
Travaux en cours	0	0	0
Valeur brute	1506	1976	1733
Dépréciation			
Matières premières	87	167	198
Produits finis	78	61	42
Total provision	165	228	240
<u>Valeur nette</u>	1341	1748	1493

10. Clients et comptes rattachés

	Montant brut	Moins d'un an	Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Clients douteux	213	0	213	-
Clients et comptes rattachés	1198	1191	0	-
Total	1411	1191	213	-
Provisions pour dépréciation	198			
Valeur nette	1213			

La ventilation par antériorité des créances clients échues est la suivante :

	Solde à la clôture	A moins d'un mois	De un à deux mois	De deux à trois mois	A plus de trois mois
Créances clients échues	521 k€	138 k€	157 k€	11 k€	216 k€
TVA	36	11	24	1	0
Dépréciation	197	0	0	0	197
Créances clients échues nettes	324	138	157	11	19

11. Autres actifs courants

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Autres actifs courants	429	592	301
Charges constatées d'avance	170	209	430
Placement à court terme	16	40	38
Crédit d'impôt recherche à moins d'un an	1254	367	118
Total	1 869	1 208	887

Les placements à court terme sont essentiellement constitués de disponibilités sur un contrat de liquidité.

Les autres actifs courants sont composés principalement de créances fiscales et sociales ainsi que d'avances versées aux fournisseurs

12. Composition du capital social

Au 31 mars 2012, le capital social était composé de 3 905 147 titres d'une valeur nominale de € 0.2.

catégories de titres	Valeur nominale	nombre de titres			
		au début de période	créés pendant la période	Remboursés pendant la période	en fin de période
actions	0.2 €	3 905 147	0	0	3 905 147

La société ne détient aucun titre en propre au 31 mars 2012.

Au 31 mars 2012 il restait 25 125 titres sur le contrat le liquidité (2011 : 14 597 titres)

13. Provisions pour risques et charges

	30/09/2011	Dotations	Reprises		31/03/2012
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour litige	80				80
Provision pour indemnité de départ retraite	65	7			72
Total	145	7	0	0	152

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe peut faire l'objet de procédures judiciaires et de contrôles fiscaux, douaniers ou administratifs. Le Groupe constitue une provision chaque fois qu'un risque constitue une obligation vis-

à-vis d'un tiers et pour laquelle le passif probable peut être estimé avec une précision suffisante. La société se défend vigoureusement devant les tribunaux chaque fois qu'elle s'estime dans son droit.

Des provisions relatives à chaque risque sont constituées au fur et à mesure en fonction des avis d'experts et du stade d'évolution de chaque dossier traité individuellement. Il existe plusieurs litiges prud'homaux et commerciaux en cours. Le risque global sur ces affaires au 31 mars 2012 est évalué par la société à 80 k€.

14. Indemnité de départ à la retraite

Les engagements de retraite des sociétés françaises reposent sur les hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : 5,5 %,
- Taux de progression des salaires : 3,3 % pour les cadres et 3,3% pour les non cadres,
- Taux de rotation du personnel : 11,5% (selon l'âge),
- Table de mortalité : TD 88-90

La provision calculée au 31 mars 2012 selon ces hypothèses s'élève à 72 k€ et impacte ainsi le résultat consolidé pour 7 k€.

15. Passifs financiers

	31/03/2012	Courants (moins d'1 an)	non courants (plus d'1 an)
Emprunts bancaires et assimilés	1164	428	736
Intérêts courus non-échus	-	-	-
Total	1164	428	736

La société a obtenu sur la période plusieurs financements dont le détail est donné dans la note III-29 « Risques de liquidité ».

16. Passifs courants

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Fournisseurs et comptes rattachés	1 298	1 578	1 519
Autres dettes	1 298	1 565	1 089
Produits constatés d'avance	179	571	449
Total	2 775	3 714	3 057

Les autres dettes comprennent les dettes fiscales et sociales, les acomptes versés par les clients et également la dette restant à payer dans le cadre de l'acquisition de la société Perichrom pour 100 k€.

17. Passifs éventuels

- Droit individuel à la formation :

Le volume d'heures de formation cumulées au 31 mars 2012 s'élève à 3 608 heures, une hausse de 825 heures par rapport au 30 septembre 2011 (2 783 heures).

18. Impôts

* Preuve de l'impôt :

Résultat comptable avant impôts au 31/03/2012	- 943
Impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante	314
Différences permanentes	- 53
Différences temporaires	- 29
Impact CIR	293
Incidence des pertes fiscales sur le résultat	- 517
Différentiels des taux d'imposition	- 12
Charge d'impôt effective	- 4

* Déficits fiscaux :

Au 31 mars 2012, le montant des déficits reportables est le suivant :

Déficits fiscaux ordinaires France	6255 k€
Déficit fiscaux US	2490 k€

L'imputation de ces déficits sur des bénéfices futurs ne peut pas s'envisager avec certitude à court terme.

19. Charges de personnel

Les charges de personnel incluent la valorisation des bons de souscription d'actions consenties au personnel, qui s'élève à 3 k€ pour la période contre 119 k€ l'exercice précédent.

20. Variation des provisions des actifs courants

	30/09/2011	Augmentation de la période	Reprise de la période Utilisées	Var. écart de non utilisée:	conversion	31/03/2012
Provision pour dépréciation des créances douteuses	134	64				198
Provision pour dépréciation des stocks	228	-	63			165
Total	362	64	63	0	0	363

21. Autres produits des activités courantes

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Subventions d'exploitation	0	7	7
Divers	31	62	37
Crédit d'impôt recherche	785	227	100
Total	816	296	144

Les subventions d'exploitation ont été reçues pour financer partiellement certains projets de recherche engagés par la société.

Le crédit d'impôt recherche constaté sur la période est augmenté de l'impact des demandes rectificatives à hauteur de 648 K€, tel que détaillé dans la note III.1 Faits marquants de la période.

22. Frais de recherche et développement (R&D)

Les charges directes de R&D hors coûts administratifs indirects s'élèvent pour le premier semestre à 1 022 k€ contre 729 k€ pour le premier semestre 2010 2011.

Ces charges sont constituées principalement des rémunérations du personnel employé à ces activités, des dépenses de fonctionnement directes (hors affectation de frais administratifs indirects) associées (études et prestations, fournitures et petit matériel), ainsi que des services extérieurs relevant de la même nature.

23. Résultat financier

Le résultat financier intègre :

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Résultat de change	-3	-34	-26
Produits nets sur cessions de VMP et juste valeur	0	0	0
Dotation/Reprise sur provision financière	0	0	0
Autres charges / produits financiers	-17	34	-16
Total	-20	0	-42

24. Résultat par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période. Le nombre moyen d'actions en circulation (3 905 525) est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

25. Effectif moyen

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Effectif moyen France	59	53	59
dont cadres	39	37	44
non cadres	20	16	15
Effectif moyen filiales	23	22	14
Total	82	75	73

26. Engagements Financiers

Loyers restant dûs (k€)

	Moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans
Location financières	145	167	0

Il s'agit de contrats de location longue durée relatifs à des véhicules, du matériel de bureau et des équipements informatiques..

Caution reçue et nantissement donné

Afin de garantir le paiement des échéances du prix des parts de la filiale Perichrom, une caution bancaire a été donnée par la banque CIC pour un montant de 100 k€.

En garantie de cette caution bancaire, la banque CIC a pris un nantissement sur un compte à terme détenu par la société d'un montant équivalent.

Par ailleurs, un prêt bancaire de 300 k€ contracté le 25 septembre 2009 est garanti à hauteur de 60% par une caution d'Oseo Anvar et pour 20% par un nantissement sur des Sicav monétaires du crédit Lyonnais détenues par la société.

La société dispose de lignes de mobilisation de créances commerciales en France et en Europe pour un total de 350 k€.

27. Rémunérations des organes de direction – Modalités de rupture des mandats sociaux

La rémunération des membres du Conseil d'Administration ne concerne que la rémunération du Président du Conseil d'Administration. Elle s'élève avantage en nature compris comme suit :

31/03/2012 30/09/2011 31/03/2011

Salaires avantages en nature compris en euro	87 106	181 395	79 701
--	--------	---------	--------

Par ailleurs, l'Assemblée Générale du 30 mars 2012 a fixé au montant maximal de 30.000 euros les jetons de présence pouvant être versés aux administrateurs pour l'exercice 2011/2012. Pour l'instant, le Conseil d'Administration n'a procédé à aucune attribution de cette somme.

Il n'est prévu aucune modalité particulière de rupture des mandats sociaux.

28. Titres donnant accès au capital

Bons de souscription d'actions

Date d'assemblée	12 février10	
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	269 000	
Dont Conseil d'Administration	192 000	
Point de départ d'exercice des 1ers BSA	1 ^{er} juin 2010	
Date d'expiration des derniers BSA	12 février 2014	
Prix de souscription	3.30 €	
Nombre d'actions souscrites au 31 mars 2012	0	
Nombre d'actions annulées au 31 mars 2012	59 000	
Solde d'actions à souscrire au 31 mars 2012	210 000	

Date d'assemblée	28 mars 2011	27 juin 2011
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	67 826 (*)	513 835
Dont Conseil d'Administration	15 000	121 610
Point de départ d'exercice des 1ers BSA	29 mars 2011	29 juillet 2011
Date d'expiration des derniers BSA	28 mars 2015	30 avril 2013
Prix de souscription	2.58 €	4.25 €
Nombre d'actions souscrites au 31 mars 2012	0	325
Nombre d'actions annulées au 31 mars 2012	0	0
Solde d'actions à souscrire au 31 mars 2012	38 500	513 510

* dont 29 326 restant à attribuer.

Options de souscription d'actions

Date d'assemblée	31 mars 2008
Dates des conseils d'administration	09 juillet 2009
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	79 000
Dont Conseil d'Administration	0
Point de départ d'exercice des 1ères options	09 juillet 2013
Date d'expiration des dernières options	09 juillet 2016
Prix de souscription	3.24 euros
Nombre d'actions souscrites au 31 mars 2012	0
Nombre d'actions annulées au 31 mars 2012	26 000
Solde d'actions à souscrire au 31 mars 2012	53 000

BSPCE

Date d'assemblée	30 mars 2007
Dates des conseils d'administration	25 octobre 2007
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	90 000
Dont Conseil d'Administration	18 000
Point de départ d'exercice des 1ères options	25 octobre 2007
Date d'expiration des dernières options	25 octobre 2012
Prix de souscription	3.91 €
Nombre d'actions souscrites au 31 mars 2012	0
Nombre d'actions annulées au 31 mars 2012	26 500
Solde d'actions à souscrire au 31 mars 2012	63 500

Valeur des options et comptabilisation :

Les options sont évaluées selon le modèle de Black & Scholes.

Les hypothèses retenues pour la valorisation de la juste valeur des options sont les suivantes :

	Plan BSA 30/03/2007	Plan BSA 31/05/2010	Plan BSPCE 30/03/2007	Plan options 31/03/2008	Plan BSA 15/09/2011
Volatilité attendue	53%	42%	58%	45%	49%
Taux sans risque appliqué	2,80%	1,70%	3%	3%	1,70%
Taux de distribution	0%	0%	0%	0%	0%

La charge comptabilisée sur la période au titre de ces plans est de – 3 k€ (en charges de personnel avec pour contrepartie les réserves consolidées), contre - 119 k€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2011.

29. Objectifs et politiques de gestion des risques de marché

Cours de conversion des devises employées

Devises	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Dollar américain (1\$ = ...€)			
Cours de clôture	0.74965	0.7406	0.7057
Cours moyen	0.748	0.72	0.73
Yen japonais (1JPY = ...€)			
Cours de clôture	0.00911	0,00963	0.00851
Cours moyen	0.00952	0,00887	0.00893
RMB chinois (1 RMB = ...€)			
Cours de clôture	0.11853	0.116	-
Cours moyen	0.11794	0.110	-

Risques

Risques de change

Le groupe réalise toute sa facturation en euros, à l'exception de la filiale américaine qui libelle ses factures en US dollars et la filiale japonaise qui facture en yen. Sur la période, les ventes réalisées en USD représentent 19% du chiffre d'affaires total, et les ventes en yen représentent 35%

La société n'a pas formalisé une stratégie globale de couverture du risque de change, mais couvre ponctuellement des rentrées significatives de devises par le biais de ventes à terme à un cours garanti pendant une période définie.

POSITION AU 31 MARS 2012	Milliers de Dollars	Milliers de Yen
Actifs	480	102 835
Passifs	184	73 262
Position nette dans la devise	296	29 573
Taux de change de clôture	0.74965	0,00911
Position nette en €	222	269
Impact d'une variation de change de 10%	22	27

Au 31 mars 2012 il restait un solde de USD 161 000 sur un contrat à échéance au 29 juin 2012 à un cours fixe de € = USD 1.3117

Au 31 mars 2012 il restait un solde de CHF 273 450 sur un contrat à échéance au 26 avril 2012 à un cours fixe de € = CHF 1.2215

Au 31 mars 2012 il restait un solde de JPY 32 096 396 sur un contrat à échéance au 23 mai 2012 à un cours fixe de € = JPY 103.90

Risques de taux

Les prêts bancaires présentés au passif du bilan correspondent à un contrat de crédit-bail sur un véhicule et des prêts pour renforcement des fonds propres de la société sur lesquels il n'y a aucun risque de taux.

Risques de liquidité

En raison des disponibilités du groupe et des financements obtenus, la société ne présente pas un risque de liquidité significatif.

Les financements obtenus sur la période sont les suivants :

- Avance Coface Japon	295 k€
- Prêt Oséo	150 k€
- Prêt filiale Japon	372 k€
Total	817 k€

Postérieurement au 31 mars 2012, les financements obtenus sont les suivants :

- Prêt Total développement : 200k€ + 100k€ de 60 mois avec différé de 24 mois au taux de 1% ;
- Prêt Oseo Innovation : 480k€ de 78 mois avec différé de 33 mois au taux de 0% ;
- Avance coface (prospection Amérique du Sud) préfinancée par la BNP d'un montant de 250 k€ remboursable en juin 2013 au taux de 3,783%.

Soit un total de 930 k€ versés.

Gestion du capital

L'objectif principal d'Alpha Mos en terme de gestion de son capital est de s'assurer le maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter et pérenniser son activité avec ses clients et ses relations avec ses salariés, et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le Groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Pour maintenir ou ajuster son capital, le Groupe a par le passé et pourra pour le futur procéder à des augmentations de capital.

30. Evénements postérieurs

Postérieurement au 31 mars 2012, la société a obtenu les financements suivants :

- Prêt Total développement : 200k€ + 100k€ de 60 mois avec différé de 24 mois au taux de 1% ;
- Prêt Oseo Innovation : 480k€ de 78 mois avec différé de 33 mois au taux de 0% ;
- Avance coface (prospection Amérique du Sud) préfinancée par la BNP d'un montant de 250 k€ remboursable en juin 2013 au taux de 3,783%.

31. Tableau de variation de l'endettement financier net :

	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Trésorerie brute	533	1439	1003
Soldes débiteurs et concours bancaires courants	-1	-4	-2
Trésorerie nette	532	1435	1001
Endettement brut	-1164	-526	-706
Endettement financier net	-632	909	295

L'endettement brut a augmenté en raison des financements obtenus sur la période dont le détail est donné dans la note III-29 « Risques de liquidité »